



Etude d'une stratégie pour l'achèvement de l'automatisation du réseau téléphonique

Michel Laverie, François Wernert

► To cite this version:

Michel Laverie, François Wernert. Etude d'une stratégie pour l'achèvement de l'automatisation du réseau téléphonique. Sciences de l'ingénieur [physics]. 1970. hal-01910007

HAL Id: hal-01910007

<https://minesparis-psl.hal.science/hal-01910007>

Submitted on 31 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

1970

Etude d'une stratégie
pour l'achèvement de l'automatisation
du réseau téléphonique

Méthode

Application à la Région d'Orléans

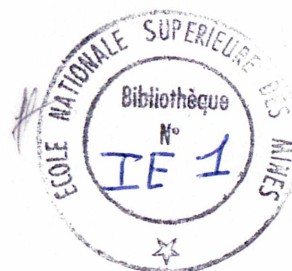
Dossier long I. E.

Directeur du dossier : M. HAUSER

Chargés d'étude : M. WERNERT

M. LAVERIE

Promo X 1964



[23]

Consultation
sur place

I Sujet et limites de l'étude

A But de l'étude

B Hypothèses de base

C Schématisation du problème

Cette étude a été réalisée sous la direction du Service des Etudes Economiques de la Direction générale des Télécommunications et des Services de la Direction régionale d'Orléans.

Nous remercions toutes les personnes qui ont accepté de distraire quelque temps de leurs occupations habituelles pour nous apporter leur aide pour ce travail.

Contrairement à ce qui avait été prévu au début de l'étude, la Direction régionale d'Orléans a été dans l'impossibilité de réaliser en temps utile l'ensemble des programmes "PENTAGONE" nécessaires.

De ce fait, ce travail devra être complété pour obtenir un programme d'automatisation complet, lorsque tous les résultats de ces programmes auront été obtenus.

Annexe III 3 : Evolution du prix de revient lors
amortissement du service dont le tarif
est une taxe de base

IV Le calcul économique

A Les formules de calcul des cash-flows actualisés

B Les cash-flows actualisés

C Classement des unités

V Discussion des résultats et conclusions

A Les caractéristiques du classement obtenu

B Sensibilité des résultats à certains paramètres

C Conclusions

I	<u>Sujet et limites de l'étude</u>	page
	A But de l'étude	5
	B Hypothèses de base	7
	C Schématisation du problème	10
II	<u>La méthode</u>	12
	A Définition de l'optimum économique	13
	B Les cash-flows dégagés	15
	C Procédure de classement	17
III	<u>Les données</u>	19
	A Les données concernant l'ensemble de la région	21
	B Les données concernant la situation de chaque "unité"	26
	C Les données décrivant l'évolution de l'unité de 74 à 77 dans chacune des 4 hypothèses d'automatisation	33
	Annexe III 1 : Remarques concernant l'acquisition des données	37
	Annexe III 2 : Evolution des croissances du nombre des abonnés et des communications par abonné à la mise en service de l'automatique	38
	Annexe III 3 : Evolution du prix de revient hors amortissement du service dont le tarif est une taxe de base	39
IV	<u>Le calcul économique</u>	41
	A Les formules de calcul des cash-flows actualisés	42
	B Les cash-flows actualisés	
	C Classement des unités	48
V	<u>Discussion des résultats et conclusions</u>	62
	A Les caractéristiques du classement obtenu	63
	B Sensibilité des résultats à certains paramètres	66
	C Conclusions	68

Sujet et limites de l'étude

Il s'agit :

- 1) De définir une méthode permettant de sélectionner, parmi les travaux d'investissement, ceux qui ont le plus de chances d'être réalisés, en tenant compte de la situation économique de la région, pour 1977 (à partir d'une situation donnée à une date donnée). Le classement sera effectué à l'aide d'un critère qui sera défini à l'étape 2).
- 2) D'appliquer cette méthode à la région d'Orléans.

Cette méthode sera construite sur la base d'un calcul économique élargi, c'est-à-dire élargi à l'ensemble des activités de ce secteur de vue.

De ce fait, un certain nombre de facteurs ne seront pas pris en compte :

- les problèmes de groupes sociaux ou politiques,
- les répercussions de l'investissement sur d'autres activités économiques,
- les conséquences sociales (diffusion du nombre d'emplois),
- etc...

On pourrait faire intervenir ces facteurs dans les critères qui vont servir de classement de qualification, mais cela parait "valeur économique". Ce travail nous a semblé trop complexe pour être entrepris ici.

Voilà comment le sujet (ou les sujets) sera placé dans l'ensemble des études économiques faites pour l'Orléans, à l'aide d'un questionnaire téléphonique.

Nous nous sommes limités aux seuls travaux d'investissement et à ceux, indispensables, de recherche et d'analyse. Nous étudions ce problème dans le cadre d'une vision et analysons les investissements concernant un certain nombre d'unités à comparer. Nous n'abordons pas :

- les investissements à des niveaux supérieurs (centres de transfert régionaux, nationaux, etc...)
- les investissements de "connexion" entre les unités étudiées.

Dans le choix des priorités d'automatisation, on a donc eu alors les résultats des programmes d'analyse qui font, sous diverses hypothèses, la total des investissements nécessaires et élargissent certains ratios (coût par unité installée, coût par unité produite, etc...)

A - But de l'étude

Il s'agit

- 1) De définir une méthode permettant de classer dans le temps les travaux d'investissement à réaliser pour terminer l'automatisation du réseau téléphonique, dans le cadre d'une région, pour 1977 (à partir d'une situation initiale donnée à une date donnée). Ce classement devra résulter d'un optimum économique qu'il faudra définir.
- 2) D'appliquer cette méthode à la région d'Orléans

Cette méthode sera construite sur la base d'un calcul économique cherchant à faire émerger la solution la plus satisfaisante de ce seul point de vue.

De ce fait, un certain nombre de facteurs ne seront pas pris en compte

- les pressions de groupes sociaux ou politiques
- les répercussions de l'automatisation téléphonique sur d'autres activités économiques
- les conséquences sociales (diminution du nombre d'emplois)
- etc...

On pourrait faire intervenir ces éléments dans les calculs qui vont suivre en essayant de quantifier certains facteurs par une "valeur économique". Ce travail nous a semblé trop subjectif pour être entrepris ici.

Voyons comment le sujet étudié ici prend place dans l'ensemble des études économiques faites pour terminer l'automatisation téléphonique.

Nous nous sommes limités aux seuls investissements d'automatisation et à ceux, indissociables, de raccordements d'abonnés. Nous étudions ce problème dans le cadre d'une région et analysons les investissements concernant un certain nombre d'unités à comparer. Nous n'abordons pas:

- les investissements à des niveaux supérieurs (centres de transit régionaux, nationaux, etc...)
- les investissements de "connexion" entre les unités étudiées.

Dans le choix des priorités d'automatisation, on a jusqu'alors les résultats des programmes Pentagone qui font, sous diverses hypothèses, le total des investissements nécessaires et dégagent certains ratios (coût par abonné initial, coût par abonné final, etc...)

Le but de la présente étude est d'étendre ce calcul économique en y incluant les divers autres facteurs qui influent sur le coût global de l'automatisation, comme :

- les frais de fonctionnement et les recettes pendant la période de considérée
- les frais annexes (déplacement de personnel,)
- la prise en compte d'une saturation éventuelle des équipements manuels existants
- etc....

En résumé, nous reprenons le cadre des calculs d'investissement (programmes Pentagone), et nous incluons dans le calcul tous les autres éléments économiques spécifiques.

Nous nous fixons ici un créneau de temps assez bref, limité par la fin de l'automatisation.

Sur des délais beaucoup plus étendus, l'ensemble des investissements relatifs au téléphone doivent être considérés différemment. Le cycle d'autofinancement :

Investissement $\longrightarrow$ cash flow $\longrightarrow$ Investissement $\longrightarrow$ Cash flow fait apparaître un taux (analogue à un taux d'actualisation) qui peut être utilisé pour les décisions économiques à très haut niveau

Une étude à ce sujet est en cours à la S.E.M.A.

15 groupements suivants :

Département du Cher :	La Ferté	(1976)
	Châteauneuf	(1975)
	Saint-Florent	(1976)
Département de l'Indre :	Châteauneuf	(1976)
	La Ferté	(1976)
	Jardres	(1976)
	Valençay	(1976)
Département de l'Indre et Loire :	Jardres	(1976)
	La Ferté	(1976)
	Valençay	(1976)
Département d'Indre et Loire :	Arboise	(1975)
Département de Loir-et-Cher :	Arboise	(1976)
	Arboise	(1976)
	Arboise	(1976)

Annexe 2

Nous avons indiqué à côté de chaque groupement l'année de l'automatisation prévue à titre indicatif dans la note de base de ce site précédemment. Ce programme tient compte principalement de diverses contraintes matérielles (saturation des installations de communication, bâtiment, etc...) Il sera intéressant de le comparer aux résultats du calcul économique qui va suivre.

Nous avons conservé dans cette liste le groupement de

B - Hypothèses de base1 - Situation initiale

Cette première hypothèse est spécifique à la région d'Orléans. Il faudrait définir une situation initiale pour appliquer la méthode à une autre région.

Actuellement, le programme d'automatisation est, selon les informations du Service Plan, fixé jusqu'à fin 1973. Notre étude prendra donc en compte les groupements qui resteront à automatiser durant les 4 années de 1974 à 1977 inclus.

Programme établi jusqu'en 1973 inclus

(Note de Service du 4 juin 69 du Service Plan)

1971	Le Blanc Vierzon
1972	Chinon Chateaudun
1973	Romorantin Argenton Gien

Il restera pour les 4 dernières années du VIème plan les 15 groupements suivants :

Département du Cher :	La Guerche	(1976)
	Saint-Amand	(1975)
	Sancerre	(1976)
Département de l'Indre :	Buzançais	(1976)
	La Châtre	(1974)
	Issoudun	(1975)
	Valençay	(1976)
Département de l'Eure et Loir :	Janville	(1976)
	La Loupe	(1976)
	Nogent-le-Rotrou	(1974)
	Voves	(1976)
Département d'Indre et Loire :	Amboise	(1975)
Département de Loir-et-Cher :	Lamotte-Beuvron	(1976)
	Saint-Aignan	(1976)
	Vendôme	(1974)

Remarques

Nous avons indiqué à côté de chaque groupement l'année d'automatisation prévue à titre indicatif dans la note de Service citée précédemment. Ce programme tient compte principalement de diverses contraintes matérielles (saturation des installations de commutation, bâtiment, etc...) Il sera intéressant de le comparer aux résultats du calcul économique qui va suivre.

Nous avons conservé dans cette liste le groupement de

Janville, qui, bien que devant être rattaché au groupement d'Orléans, constitue cependant un ensemble à automatiser.

2 - Les investissements - contrainte financière

Le volume total non actualisé des investissements d'automatisation est sensiblement constant et indépendant de l'ordre d'automatisation choisi (à quelques réserves près que nous examinerons par la suite ; en particulier, automatiser un centre de groupement avant les centres locaux peut coûter un peu plus cher qu'une automatisation d'ensemble du groupement).

L'hypothèse de travail que nous utiliserons est de réaliser sur chacune des 4 années considérées un volume d'investissements (non actualisés) constant. Il est très facile, dans la méthode de calcul qui sera exposée ci-dessous, de remplacer cette contrainte par une autre.

Il est indispensable de prendre pour les investissements une contrainte financière de ce type. En effet, tout calcul économique ne pourrait conduire qu'à démontrer qu'il faut réaliser l'ensemble de l'investissement immédiatement en début de période, ce qui est évidemment irréaliste.

On peut supposer que, si la fin d'automatisation est prévue pour 1977, c'est qu'il faut aller jusque-là pour dégager les capitaux nécessaires, et l'hypothèse d'un effort équivalent chaque année semble raisonnable.

3 - Politique adoptée entre la saturation des équipements manuels existants et l'automatisation

Dès lors que l'automatisation est décidée, si les installations manuelles de commutation sont saturées avant la date prévue d'automatisation, on peut imaginer 3 types de solutions :

- Arrêter tout raccordement de nouveaux abonnés (en ayant toutefois réservé un certain nombre de lignes pour d'éventuels nouveaux abonnés prioritaires)
- Raccorder de nouveaux abonnés, mais en freinant le développement par une extension des délais d'attente
- Raccorder les nouveaux abonnés aussi vite que possible.

Ces deux dernières solutions nécessitent la mise en place d'investissements nouveaux dont la valeur résiduelle à l'automatisation sera quasiment nulle.

L'expérience montre que les 2 premières solutions sont les plus souvent adoptées. Mais il ne peut s'agir de choix économique seul. Une extension provisoire en manuel ne peut pas être "rentable" au sens purement économique, et la 1ère solution est de ce point de vue la meilleure. Il y a combinaison avec une décision politique.

Dans le calcul économique que nous nous proposons de faire, il est évident que l'on doit placer, dans toutes les hypothèses d'automatisation, les groupements dans des situations aussi similaires que possible en ce qui concerne les services offerts.

De ce fait, nous nous placerons sous l'hypothèse suivante : tous les abonnés qui le demandent sont raccordés aussi vite que possible, au prix de toutes les extensions provisoires nécessaires.

On pourrait prendre ce problème sous une autre optique. Le fait qu'un abonné puisse toujours être raccordé représente un service dont la valeur pourrait être quantifiée dans le calcul économique. Mais on se heurte à de graves difficultés et les estimations sont très subjectives. Nous n'avons donc pas choisi cette voie, ou, ce qui revient au même, nous avons pris pour "valeur du service" le coût des extensions et frais nécessaires pour raccorder provisoirement l'abonné en manuel.

Note A titre indicatif, il semble intéressant d'estimer ce coût (avec des données qui seront justifiées plus loin) :

Investissement d'extension
des installations de commu- : 150 F par abonné
tation

Frais de fonctionnements supplé-	}	0,06 à 0,026 F par unité de taxation soit 15 à 70 F par an
mentaires		
- recettes supplémentaires		

On peut estimer que le raccordement provisoire entraîne pour l'administration une perte moyenne par abonné inférieure à 300 F (investissement non récupérable à l'automatisation et déficit de fonctionnement compté sur une durée moyenne de 2 ans)

Le service consistant pour un abonné à pouvoir être raccordé 1, 2 ou 3 ans plus tôt a-t-il une "valeur" sensiblement inférieure ?

Les choix de l'administration

Les résultats des études faites pour la préparation des programmes de l'administration.

Simplification de l'exposé des choix d'automatisation

Pour simplifier la présentation des calculs, nous n'avons gardé pour chacune des "unités" que 4 hypothèses d'automatisation : automatisation en 74, 75, 76 ou 77.

L'hypothèse d'automatisation l'année n signifie

que l'année n, le téléphone est manuel

que l'automatisation est mise en bloc en service en

74/75, ainsi que les postes des nouveaux abonnés rattachés.

C - Schématisation du problème

Définition des éléments qui seront comparés dans le calcul économique

A l'échelon régional, la division présentant un maximum d'autonomie technique est le groupement. Pour préciser cette division, nous distinguerons dans chaque groupement le Centre de Groupement d'une part et l'ensemble des centres locaux d'autre part. Chacune de ces "unités" pourra être automatisée séparément avec les 2 réserves suivantes :

- Le Centre de groupement ne peut être automatisé après les centres locaux associés.
- Un certain nombre d'investissements relatifs aux centres locaux, mais situés au Centre de groupement seront faits dès l'automatisation de ce dernier.

Dans le cas particulier de la région d'Orléans, 15 groupements restent à automatiser. Nous prendrons donc en compte 30 "unités" dans le calcul économique.

La non-prise en compte des investissements hors groupements

Nous avons déjà abordé ce problème au § IA. Un seul problème se pose : certains de ces investissements sont des conséquences directes des automatisations réalisées, en particulier les liaisons intergroupements.

Nous ne les prendrons cependant pas en compte car, étant donné qu'un volume invariable d'investissements d'automatisation sera fait dans la région, il est raisonnable de supposer que les investissements hors-groupements qui en découleront, seront peu influencés par l'ordre choisi. De plus, il ne peut s'agir que de petits déplacements d'investissements dans le temps, la situation finale en 77 étant fixée (automatisation terminée)

Les choix techniques

Ils résulteront des études faites pour la préparation des programmes Pentagone.

Simplification de l'ensemble des choix d'automatisations

Pour simplifier la présentation des calculs, nous n'envisagerons pour chacune des "unités" que 4 hypothèses d'automatisation : automatisation en 74, 75, 76 ou 77.

L'hypothèse d'automatisation l'année n signifie

- . que l'année n , le téléphone est manuel
- . que l'automatisation est mise en bloc en service au 31/12, ainsi que les postes des nouveaux abonnés raccordés.

Ces hypothèses simplificatrices permettent d'effectuer des calculs relativement simples. Une mise en service continue des automatisations et des raccordements de nouveaux abonnés conduirait à une formulation inutilement compliquée.

Nous nous trouvons donc devant un problème combinatoire de choix, qui présente (sous la seule contrainte de ne pas automatiser un CG après ses CL) 259 possibilités. Le choix sera déterminé par :

- les contraintes financières
- le critère d'optimum économique.

A - Définition de l'optimisation économique

La méthode

Le problème d'optimisation auquel nous sommes confrontés se présente sous deux variantes principales :

1 - Il est combinatoire. Nous avons un nombre donné d'unités à automatiser. Nous devons sous les contraintes des contraintes financières nous obliger à étaler l'automatisation sur 4 années. L'optimisation consiste pour nous à rechercher l'échelonnement des travaux optimal. Nous appelons "programme" un échelonnement possible. Il s'agit donc pour nous de trouver parmi tous les programmes possibles celui ayant le bénéfice actualisé le plus grand.

2 - Il est à variables bivalentes. L'automatisation d'un réseau est un tout en soi. Mais il faut bien procéder par morceaux. L'unité utilise un tel morcellement est le groupement. Nous avons poussé plus loin en séparant le centre de groupement et le reste du groupement. Mais au-delà, tout morcellement est illusoire. Nous sommes alors en présence d'un problème à variables entières pouvant prendre deux valeurs qui correspondent aux choix "automatiser" ou "ne pas automatiser" telle année.

Il s'agit donc d'un problème de programmation linéaire en variables bivalentes pour lequel il existe une méthode de résolution par application de la procédure dite par "séparation et évaluation progressive" (B.B.P.).

Mais notre programme d'automatisation a quelques caractéristiques particulières qui autorisent une méthode simplifiée.

1 - On s'impose de réaliser entièrement l'automatisation et de plus sur une période donnée de 4 années. La contrainte financière très stricte qui fixe pour chacune de ces 4 années un montant d'investissement donne naturellement singulièrement le champ des choix possibles. La question "faire ou ne pas faire" est résolue d'avance. Le seul choix qui nous reste est l'année où l'on va "faire" en sachant qu'il faut "faire" de toute façon chacune des 4 années pour un montant déterminé.

2 - Dans cette perspective et dans une première approche, les investissements n'interviennent qu'en tant que contrainte financière. Leur montant est fixé chaque année. A nous de les orienter judicieusement vers telles unités en sorte que le cash-flow actualisé soit maximal. De même, nous n'avons pas à tenir compte de la dépréciation ou mieux des différences d'âge du matériel dans la situation finale. Pour notre objet, il s'agit d'une dépréciation globale fonction seulement du montant annuel d'investissement. Elle est la même quel que soit notre classement.

3 - Un programme linéaire à variables entières ne se justifierait que s'il y avait interdépendances entre les différentes unités, c'est-à-dire si l'automatisation de telle unité avait une influence sur l'exploitation de telle autre. Cette influence est certaine si les deux unités se situent soit le centre de groupement et le reste du groupement d'un même groupement. Mais

A - Définition de l'optimum économique

Le problème d'optimisation auquel nous sommes confrontés ici présente deux caractères principaux :

1 - Il est combinatoire. Nous avons un nombre donné d'unités à automatiser. Nous devons tous les automatiser mais les contraintes financières nous obligent à étaler l'automatisation sur 4 années. L'optimisation consiste pour nous à rechercher l'échelonnement des travaux optimal. Nous appellerons "programme" un échelonnement possible. Il s'agit donc parmi tous les programmes possibles de trouver celui ayant le bénéfice actualisé le plus grand.

2 - Il est à variables bivalentes. L'automatisation d'un réseau est un tout en soi. Mais il faut bien procéder par morceau. L'unité ultime d'un tel morcellement est le groupement. Nous avons poussé plus loin en séparant le centre de groupement et le reste du groupement. Mais au-delà, tout morcellement est illusoire. Nous sommes alors en présence d'un problème à variables entières pouvant prendre deux valeurs qui correspondent aux deux choix "automatiser" ou "ne pas automatiser" telle année.

Il s'agit donc d'un problème de programmation linéaire en variables bivalentes pour lequel il existe une méthode de résolution par application de la procédure dite par "séparation et évaluation progressives" (S.E.P.).

Mais notre programme d'automatisation a quelques caractères particuliers qui autorisent une méthode simplifiée.

1 - On s'impose de réaliser entièrement l'automatisation et de plus sur une période donnée de 4 années. La contrainte financière très stricte qui fixe pour chacune de ces 4 années un montant d'investissement donné restreint singulièrement le champ des choix possibles. La question "faire ou ne pas faire" est résolue d'avance. Le seul choix qui nous reste est l'année où l'on va "faire" en sachant qu'il faut "faire" de toute façon chacune des 4 années pour un montant déterminé.

2 - Dans cette perspective et dans une première approche, les investissements n'interviennent qu'en tant que contrainte financière. Leur montant est fixé chaque année. A nous de les orienter judicieusement vers telles unités en sorte que le cash-flow actualisé soit maximal. De même, nous n'avons pas à tenir compte de la dépréciation ou mieux des différences d'âge du matériel dans la situation finale. Pour notre objet, il s'agit d'une dépréciation globale fonction seulement de montant annuel d'investissement. Elle est la même quel que soit notre classement.

3 - Un programme linéaire à variables entières ne se justifierait que s'il y avait interdépendance entre les différentes unités, c'est-à-dire si l'automatisation de telle unité avait une influence sur l'exploitation de telle autre. Cette influence est certaine si les deux unités en question sont le centre de groupement et le reste du groupement d'un même groupement. Mais

alors nous nous imposons certaines contraintes qui permettent de chiffrer cette influence et qui ont certainement pour conséquence de rapprocher l'automatisation du CG de celle de ses CL plus qu'elles ne le seraient si elles étaient des unités entièrement autonomes. Pour des unités de groupements différents il est reconnu que de telles influences sont marginales et tout à fait négligeables.

Méthode -

Quelle sera alors notre méthode ? Dans un premier temps, nous faisons l'hypothèse d'automatisation en 1974 et nous calculons le cash flow actualisé de chaque unité. Les programmes Pentagone nous fournissent d'autre part les investissements totaux que nécessite chaque unité. Avec le rapport de ces deux agrégats nous déterminons le cash flow de chaque unité par franc investi. Il permet un classement des unités. Dans notre programme d'automatisation nous inscrivons au budget de 1974 celles des unités classées en tête jusqu'à saturation de nos crédits d'investissement. Pour les unités restantes nous refaisons la même démarche avec l'hypothèse d'automatisation en 1975 et ainsi de suite.

Les cash flows dérivés

Par rapport à la solution de référence nous constaterons positivement tout supplément de recettes et toute diminution supplémentaire sur les dépenses.

Les cash flows pris en compte concernent :

- les recettes
- les coûts de fonctionnement
- les coûts résultant de certaines contraintes.

1 - Les recettes

L'automatisation a une double influence sur les recettes au niveau du nombre des abonnés et au niveau du montant des communications par abonné. On a observé un grand afflux de demandes de raccordement lorsque le bruit se répand que l'automatisation est imminente ; ces demandes proviennent des gens qui ont trop longuement attendu le service et qui ont peur de ne pas pouvoir obtenir leur demande. Cet afflux de demandes provoque lors de l'automatisation, d'une part un accroissement immédiat des recettes par l'intermédiaire de la taxe de raccordement, d'autre part un accroissement à long terme par le double intermédiaire des abonnements et des communications. Une autre source de recettes à long terme libérée par l'automatisation est l'accroissement constant du nombre de communications par abonné. Ceci s'explique par une plus grande fluidité du trafic et corrélativement par un délai moins long pour "avoir la tonalité".

2 - Les coûts de fonctionnement

Par coûts de fonctionnement nous entendons coûts en personnel et coûts d'entretien. Nous nous sommes efforcés d'établir

B - Les cash flows dégagés

Remarques préliminaires

1 - Chaque fois qu'il est question ici de cash flow il faut entendre différence de cash flow avec la solution de référence. Il nous a paru avantageux en effet de choisir une solution de référence d'une part, pour alléger les calculs, et d'autre part parce que certaines grandeurs étaient plus faciles à appréhender en tant que différences. Nous avons choisi comme solution de référence celle d'une automatisation effectuée en 1977 et terminée au 31/12.

2 - Pour que le calcul économique entrepris ait un sens, il nous a semblé indispensable d'écarter toute solution d'attente qui consisterait à ne rien faire en attendant l'automatisation. Jusqu'à l'automatisation, et ceci est vrai aussi pour la solution de référence, nous satisfaisons la demande d'abonnements par des extensions en manuel, positions nouvelles d'opératrices dans des bâtiments disponibles et même extensions de bâtiments le cas échéant.

Les cash flows dégagés

Par rapport à la solution de référence nous compterons positivement tout supplément de recettes et toute économie supplémentaire sur les dépenses.

Les cash flows pris en compte concernent :

- les recettes
- les coûts de fonctionnement
- les coûts résultant de certaines contraintes.

1 - Les recettes

L'automatisation à une double influence sur les recettes au niveau du nombre des abonnés et au niveau du nombre de communications par abonné. On a observé un grand afflux de demandes de raccordement lorsque le bruit se répand que l'automatisation est imminente : ces demandes proviennent des gens qu'un trop long délai d'attente du manuel avait dissuadé de déposer leur demande. Cet afflux de demandes provoque lors de l'automatisation, d'une part un accroissement immédiat des recettes par l'intermédiaire de la taxe de raccordement, d'autre part un accroissement à long terme par le double intermédiaire des abonnements et des communications. Une autre source de recettes à long terme libérée par l'automatisation est l'accroissement constaté du nombre de communications par abonné. Ceci s'explique par une plus grande fluidité du trafic et corrélativement par un délai moins long pour "avoir la tonalité".

2 - Les coûts de fonctionnement

Par coûts de fonctionnement nous entendons coûts en personnel et coûts d'entretien. Nous nous sommes efforcés de défi-

nir des prix de revient moyens rapportés à l'unité de base dans les deux perspectives de communications écoulées en manuel d'une part et en automatique d'autre part. Rappelons que dans ces prix de revient l'amortissement n'intervient en aucune façon.

3 - Les coûts résultant de certaines contraintes

Il s'agit ici de deux sortes de contraintes

- celle relative au personnel titulaire
- celle relative aux extensions de manuel

En ce qui concerne les opératrices titulaires, il aurait fallu examiner cas par cas les départs probables, soit par démission, soit par accession à la retraite et les reconversions possibles dans chaque secteur. En fait, dans certains groupements le maintien de certains services (Renseignement - Abonnés absents - Télégrammes téléphonés ...) résout entièrement le problème. Ailleurs il nous a fallu nous résoudre à traiter cette contrainte par un taux annuel raisonnable de départs spontanés ou de reconversion et par une prime de déplacement d'office, le licenciement n'étant pas à envisager.

Pour ce qui est des extensions en manuel, nous avons déjà dit plus haut que le calcul économique n'aurait eu aucun sens sans l'hypothèse d'une satisfaction de la demande d'abonnement en manuel.

Nous avons fait peser ces contraintes sur les centres de groupements. L'automatisation des centres libère en effet assez de positions pour que les centres locaux ne posent aucun problème.

C - Procédure de classement

Pour chaque unité nous disposons de deux tableaux, l'un donnant les cash flows actualisés suivant l'année d'automatisation, l'autre les investissements nécessités.

Pentagone nous donne pour l'année d'automatisation 74 deux chiffres : A qui est l'investissement initial calculé pour satisfaire la demande de trois années, B qui est le montant du premier investissement d'extension. L'échéancier des dépenses d'investissement s'établit donc de la façon suivante :

Année d'automatisation	Investissement en			
	74	75	76	77
74	A	0	0	B
75	0	A + B	0	0
76	0	0	A + B	0
77	0	0	0	A + B

Nous appellerons désormais I la somme pour toutes les unités à automatiser des investissements (A + B). La contrainte financière nous permet $I/4$ chaque année. Nous appellerons d'autre part CF(N) le cash flow d'une unité déterminée lorsqu'elle est automatisée l'année N.

Détaillons alors la procédure de choix.

1 - Nous calculons pour chaque unité le rapport $CF(74)/A+B$, c'est-à-dire le cash flow par franc investi. Il nous permet ensuite un classement des unités dans l'ordre décroissant de ce rapport. Nous inscrivons au programme des travaux de 1974 les n premières unités de ce classement telles que :

$$\sum_{i=1}^n A < I/4 < \sum_{i=1}^{n+1} A.$$

2 - Pour l'année 1975, la contrainte financière nous permet un montant de travaux égal à :

$$I/2 - \sum_{i=1}^n A.$$

Pour les unités non automatisées en 1974 nous calculons les rapports $CF(75)/A+B$. Dans le classement obtenu nous réalisons en 1975 les m premières unités telles que :

$$\sum_{j=1}^m (A + B) < \frac{I}{2} - \sum_{i=1}^n A < \sum_{j=1}^{m+1} (A + B).$$

3 - En 1976 nous refaisons le même calcul avec un montant d'investissement possible de :

$$3 I/4 - \sum_{i=1}^n A - \sum_{j=1}^m (A + B).$$

4 - En 1977 nous achevons notre programme d'automatisation et nous réalisons les extensions des unités automatisées en 1974.

IIIème PARTIE

Les données sont classées en trois types de données :
 - les données de base, qui sont les données de base
 - les données de base, qui sont les données de base
 - les données de base, qui sont les données de base

LES DONNEES

Les données sont classées en trois types de données :

A) Les données concernant l'ensemble de la région, qui correspondent :

- soit à des conditions identiques pour l'ensemble de la région

- soit des paramètres pour lesquels nous ne possédons pas d'éléments suffisant pour mettre en évidence des différences significatives entre les différents groupements, les centres urbains ou ruraux.

B) Les données concernant la situation d'une "zone"

C) Les données décrivant l'évolution de l'habitat de 1974 à 1977 dans chacune des 4 hypothèses d'extension.

Il s'agit ici de faire la liste de toutes les données numériques qui interviendront dans le calcul économique. Nous indiquerons pour chacune la source correspondante, ou, s'il s'agit d'une estimation, les éléments de référence et la valeur qu'il convient de leur accorder.

Nous distinguerons trois types de données :

A) Les données concernant l'ensemble de la région, qui correspondent :

- soit à des conditions identiques pour l'ensemble de la région
- soit des paramètres pour lesquels nous ne possédons pas d'éléments suffisant pour mettre en évidence des différences significatives entre les différents groupements, les centres urbains ou locaux

B) Les données concernant la situation d'une "unité"

C) Les données décrivant l'évolution de l'unité de 1974 à 1977 dans chacune des 4 hypothèses d'automatisation.

A) Les données concernant l'ensemble de la région

Tableau d'ensemble

omenclature	Nature de la donnée	Valeur adoptée
Δa	Croissance en % du nombre d'abonnés l'année de mise en service de l'automatique	15 %
Δc	Croissance en % du nombre de communications par abonné liée à la mise en service de l'automatique	10 %
δ	Croissance annuelle du nombre de communications par abonné	3 %
i	Taux d'actualisation en <u>francs courants</u>	10 %
j	Taux d'actualisation à <u>franc constant</u>	5 %
	Prix de revient hors amortissement moyen du service dont le tarif est une taxe de base	
U ^G _m	- en manuel dans un CG	0,306 F
L U _m	- " " CL	0,326 F
G U _a	- en automatique dans un CG	0,128 F
L U _a	- " " CL	0,147 F
U _t	Taxe de base	0,300 F
R	Prix de revient d'un raccordement d'abonné (poste et installation)	56,45 F
R _o	Taxe de raccordement	600 F
G	Prix de revient de la gestion annuelle d'un abonné	340 F
	Prix de l'abonnement annuel	
m G _o	- en manuel	235 F
a G _o	- en automatique	285 F
P	Prix de revient du déplacement d'une opératrice titulaire	5 000 F
L _o	Prix de revient de la mise en service d'une position d'opératrice à partir de matériel récupéré	10 000 F
L _B	Prix de revient moyen de l'extension de bâtiment nécessaire pour une extension en manuel, ramené à 1 position d'opératrice	5 000 F
λ	Rythme de départ (ou reclassement) sans mutation des opératrices titulaires	10 % / an
nG nL	Nombre d'abonnés desservis par une position d'opératrice au CG au CL	100 120

de l'effectif 69

Commentaires sur A)

Aa - Croissance du nombre d'abonnés liée à la mise en service de l'automatique

Ce saut dans la croissance du nombre des abonnés a été mis en évidence dans tous les cas d'automatisation. Il doit être évidemment mesuré dans des cas où, du temps du téléphone manuel, il n'y avait pas saturation des installations de commutation. Cette demande est explicable par le sentiment, chez le client en puissance, d'une amélioration de la qualité de service et aussi par un phénomène de contagion : les gens sont incités à demander le téléphone au moment où des travaux sont effectués, ou lorsqu'ils voient beaucoup de gens le demander. Une estimation de Aa, faite à partir de quelques exemples, nous a conduit à adopter la valeur de 15 %. Les bases de cette évaluation sont exposées dans l'annexe n° III.2.

Ac - Croissance du nombre de communications par abonné liée à la mise en service de l'automatique

Ce saut est difficile à évaluer, car, dans presque tous les cas, il y avait saturation du réseau avant la mise en service de l'automatique. Les estimations à partir des mesures de trafic sont ainsi complètement faussées (voir annexe III.2.). Cette augmentation de trafic par abonné est facilement explicable : on est incité à téléphoner davantage quand il est plus facile d'obtenir son correspondant. La valeur de 10 % a été choisie de façon assez subjective, et d'après les avis des diverses personnes interrogées à ce sujet.

δ - Croissance annuelle du nombre de communications par abonné

Ce chiffre correspond à la croissance, aussi bien en manuel qu'en automatique, du nombre de communications par abonné, en dehors de la période de mise en service de l'automatique. Des études ont été faites à ce sujet (en particulier à la DRT d'ORLEANS) et nous ont conduit à adopter 3 %.

i - Taux d'actualisation à franc courant

j - Taux d'actualisation à franc constant

La 1ère remarque à ce sujet est qu'il est surprenant de voir souvent les programmes Pentagone (ou autres calculs économiques) actualisés à des taux égaux ou supérieurs à 10 %, alors qu'ils comprennent des tableaux de coûts non réévalués dans le temps. Ceci pourrait correspondre à la prise en compte de la baisse de prix du matériel téléphonique (prix fixe en francs nominaux), mais encore faudrait-il le préciser.

Il nous semble nécessaire ici de séparer le taux global en 2 éléments :

- le taux de rémunération des capitaux
- le taux correspondant à l'érosion monétaire

Le premier de ces taux, évalué à 5 %, doit être isolé ici :

Tous les coûts introduits dans cette étude seront exprimés en francs constants (par exemple de 1969, puisque nous nous référerons souvent au barème publié à cette date).

Par contre, il faudra utiliser le taux global pour prendre en compte de l'érosion monétaire sur les recettes, dans la mesure où il n'y a pas d'augmentation de tarif dans la période (ce qui semble conforme aux Options du VI^e Plan dans ce domaine).

Dans tous les calculs qui suivront, nous séparerons donc les sommes exprimées en francs courants et celles exprimées en francs constants.

$Um^G \quad Um^L \quad Ua^G \quad Ua^L$ - Prix de revient moyen du service dont le tarif est une taxe de base

A partir des éléments sommaires de comptabilité analytique qui existent à la DRT d'ORLEANS, il était impossible de déterminer des coûts moyens en automatique et en manuel (les chiffres étant sommés au niveau départemental). On a donc utilisé les éléments publiés dans "Prix de Revient des Télécommunications en 1968". Le mode de calcul est exposé en annexe III.3

On a ainsi pu définir 4 coûts : en manuel et en automatique, pour un centre de groupement ou un centre local. Ces coûts comprennent les frais de fonctionnement et d'entretien courants. Ils ne comprennent pas d'amortissement.

Ut - Taxe de base

Pour la simplification, nous avons appliqué un seul mode de tarification en automatique et en manuel. Ceci est en fait inexact, et le tarif automatique se révèle légèrement inférieur et plus nuancé (tarif de nuit ...).

R - Prix de revient d'un raccordement d'abonné

Source : "Prix de revient des Télécommunications en 1968"

Ce prix comprend l'installation et le branchement du poste par abonné.

Il ne comprend pas les éventuels travaux de pose de ligne

Ro - Taxe de raccordement

Cette taxe concerne les mêmes travaux que R.

Les lignes spéciales à poser sont partiellement financées par l'usager. Nous ne les prendrons pas en compte ici.

G - Prix de revient de la gestion annuelle d'un abonné

Source : "Prix de revient des Télécommunications en 1968"

$G^m - G^a$ - Prix de l'abonnement annuel

Ce prix comprend :

- l'abonnement de base
- une contribution moyenne à l'entretien de la ligne

P - Prix de revient du déplacement d'une opératrice titulaire

On prévoit actuellement, en cas de mutation d'office, une prime de 3 000 à 5 000 F suivant la situation de l'intéressée. Il est difficile de prévoir ce qui se passera effectivement, puisque l'Administration semble éviter le recours aux mutations d'office (comme le montre l'exemple actuel du personnel du central de DREUX). L'indemnité apparaît donc comme le minimum de ce que peut coûter une opératrice en surnombre. Le maximum en serait le paiement de l'opératrice à des tâches plus ou moins fictives, soit 26 000 F par an. Il y a bien d'autres solutions intermédiaires (incitations au déplacement, retraites anticipées etc ...) Nous avons adopté pour les calculs un montant de 5 000 F au départ de l'opératrice. Ce chiffre peut être remis en cause.

Lo - Prix de revient de la mise en service d'une position d'opératrice à partir de matériel récupéré

Le coût et l'installation de matériel neuf s'élèverait à 20 000 F environ (valeur utilisée dans les Programmes Caria-tides). Il est habituel de prendre environ 50 % de prix pour le démontage, le transport, la remise en état et la réinstallation du matériel. A titre de référence, le barème de coût publié par la D.G.T. indique 7 200 F pour l'installation d'une extension de multiple correspondant à 100 lignes.

L_B - Prix de revient moyen de l'extension de bâtiment nécessaire pour une extension en manuel, ramené à 1 position d'opératrice

La solution consistant à avancer la construction des bâtiments destinés à recevoir l'autocommutateur, pour y loger provisoirement une extension de multiple est rejetée car :

- il se poserait des problèmes au moment de l'installation de l'autocommutateur
- il se poserait des problèmes de localisation et de raccordement

Il faut donc, en cas de besoin, étendre les bâtiments existants. Compte tenu des coûts à la ligne des bâtiments construits, nous avons retenu le coût moyen de 5 000 F pour un poste d'opératrice.

λ - Rythme de départ ou de reclassement sans mutation d'office des opératrices titulaires

Il fallait tenir compte de l'intérêt que représente une automatisation retardée des CL par rapport aux CG, qui décalent les problèmes de personnel.

Nous avons pris, arbitrairement, une décroissance linéaire du nombre résiduel d'opératrices sur 10 ans. Les départs peuvent être dus à des démissions volontaires, des retraites, des mutations volontaires, des changements d'emplois sur place etc ...

Ainsi, dans chacune des hypothèses d'automatisation, il faudra déplacer :

- pour une automatisation en 74	50 %	) de l'effectif 1969 des opératrices titulaires
- " " en 75	40 %	
- " " en 76	30 %	
- " " en 77	20 %	

Nomenclature	Nature de la donnée	LA GUERCHE		SAINT-AMAND		SANCERRE	
		CG	CL	CG	CL	CG	CL
Am (70) α Cm (69)	<u>La Demande</u>						
	- Nombre d'abonnés au 1/1/70	244	1 157	1 046	1 716	418	967
	- Nombre d'instances au 1/1/70	15	70	2	112	6	59
	- Total	259	1 227	1 048	1 828	424	1 026
	- Taux de croissance de Am du 1.1.66 au 1.1.70	7,0	4,6	4,6	6,1	6,2	6,7
	- Communications par abonné en taxe de base / an (en 1969)	3 174	2 034	2 964	1 770	1 953	1 464
	<u>Les moyens en place en 1969</u>						
	- Positions d'opératrices						
	+ occupées	18	-	26	-	12	-
	+ libres	9	-	3	-	7	-
	+ pouvant être installées dans les locaux actuels	0	-	autant que nécessaire	-	autant que nécessaire	-
	- Opératrices + titulaires	21	-	41	-	18	-
	+ auxiliaires	6,5	-	12	-	5,5	-
	+) Nombre d'emplois récupérés à la mise en service de l'autocommutateur du CG	4	-	15	-	8	-
	+) Besoin éventuel de personnel après automatisation			oui - pas de problème de personnel			
A B	<u>Les investissements d'automatisation</u>						
	A B						

	BUZANÇAIS		LA CHATRE		ISSOUDUN		VALENÇAY	
	CG	CL	CG	CL	CG	CL	CG	CL
	327	978	505	1 144	1 067	1 090	225	923
	6	38	5	59	18	21	4	33
	333	1 016	510	1 203	1 085	1 111	229	956
	5,7	4,4	3,0	4,3	4,5	4,3	4,4	4,1
	2 832	2 130	2 580	1 842	3 444	1 668	2 382	2 028
INDRE	16	-	16	-	22	-	12	-
	4	-	4	-	6	-	2	-
	autant que né- cessaire	-	0	-	autant que né- cessaire	-	autant que né- cessaire	-
	24	-	29	-	37	-	22	-
	6	-	5,5	-	8	-	2	-
	6	-	9	-	17	-	4	-
					oui - pas de problème de personnel			

	JANVILLE		LA LOUPE		NOGENT-le-ROTHOU		VOVES	
	CG	CL	CG	CL	CG	CL	CG	CL
	144	294	357	850	805	801	196	837
	12	13	20	104	25	155	5	45
	156	307	377	954	830	956	201	882
	5,8	2,3	5,3	4,8	3,8	6,3	6,4	2,9
	2 270	2 270	3 228	2 172	3 084	2 160	4 908	1 854
EURE-ET-LOIR	7	-	14	-	22	-	12	-
	3	-	4	-	10	-	4	-
	autant que né- cessaire	-	autant que né- cessaire	-	0	-	autant que néces- saire	-
	4	-	20	-	32	-	16	-
	8	-	6	-	12	-	6	-
	3	-	4	-	12	-	4	-
					oui - pas de problème de personnel			

	AMBOISE			LAMOTTE-BEUVRON			SAINT-AIGNAN			VENDOME	
	CG	CL		CG	CL		CG	CL		CG	CL
	854	474		315	560		539	583		1 234	3 025
	54	155		18	75		59	135		51	265
	908	629		333	635		598	718		1 285	3 290
	7,1	7,0		6,9	8,6		10,6	10,3		7,2	6,6
	3 498	1 488		3 360	1 975		2 490	1 836		2 960	1 850
INDRE-ET-LOIRE	15	-	LOIR-ET-CHER	8	-		10	-		36	-
	5	-		2	-		2	-		3	-
	autant que nécessaire	-		1	-		autant que nécessaire	-		15	-
	22	-		13	-		11	-		56	-
	5	-		3,5	-		9	-		18	-
	15	-		-	-		9	-		18	-
										oui - pas de problème de personnel	

Commentaires sur BAm (70) - Nombre d'abonnés et nombres d'instance au 1/1/70

Source : statistiques de la DRT d'ORLEANS (Etats n° 67)

α - Taux de croissance du 1/1/66 au 1/1/70 de AmSource : Note d'information du 20 mars 1970
(DRT ORLEANS - Plan)Cm (70) - Communication par abonné en taxe de base / an

Source : Etude réalisée en 1969 par le CTRT de POITIERS

Les moyens en place

Source : DRT ORLEANS

Investissements d'automatisation

Source : Programmes "Pentagone" avec année d'automatisation 1973

A partir du bilan urbain et rural non actualisé :

A = Investissements 1973 + Investissements 1974 + Inv. 75 +
Inv. 76

B = Investissements 1977

(voir la signification de ces 2 grandeurs ci-dessus dans la
2ème partie de cette étude).Communications par abonnéLe mode de calcul et la présentation sont analogues
à ceux du nombre d'abonnés et d'instances, à deux détails près :

- le trafic par abonné est augmenté uniformément de 3 % par
an, y compris l'année d'automatisation, pour toutes les unités
- l'année d'automatisation, ce trafic est augmenté, en plus,
d'un "saut" de 10 %

Opératrices titulaires en excédent au 31/12Elles n'apparaissent que l'année d'automatisation. Les
réductions de personnel pour l'automatisation des CB sont prises
sur les opératrices auxiliaires et ne posent pas de problème.Par contre, à l'automatisation des CB, les effectifs
résiduels doivent être déployés (sauf dans les 4 cas de ST-ARAND,
ISNOUDY, SUESS-LE-RUTHON et VANDOME, où des services spéciaux
pourront les employer sur place).

Commentaires sur C

Reprenons successivement les différentes lignes des tableaux ci-dessus pour en exposer le mode d'obtention.

Abonnés + instances au 31/12

Ils sont calculés à partir des chiffres au 1/1/70 donnés dans la partie III.B. Ils sont augmentés chaque année d'un pourcentage égal au taux moyen de croissance de l'unité observé sur la période 1.1.67 - 1.1.70. L'année d'automatisation, ils sont augmentés du "saut" de 15 % (Δa).

On a ainsi, pour chaque unité, 2 séries de valeurs :

- les valeurs avant automatisation (sans saut de 15 %)

Am (74) - Am (75) - Am (76) - Am (77)

- les valeurs après automatisation

Aa (74) - Aa (75) - Aa (76) - Aa (77)

Dans le tableau ci-dessus, pour décrire la situation par année dans chaque hypothèse d'automatisation, on a :

	pour l'année	1974	1975	1976	1977
Hyp.1 - Automatisation en 74		Aa (74)	Aa (75)	Aa (76)	Aa (77)
Hyp.2 - " en 75		Am (74)	Aa (75)	Aa (76)	Aa (77)
Hyp.3 - " en 76		Am (74)	Am (75)	Aa (76)	Aa (77)
Hyp.4 - " en 77		Am (74)	Am (75)	Am (76)	Aa (77)

Communications par abonné

Le mode de calcul et la présentation sont analogues à ceux du nombre d'abonnés et d'instances, à deux détails près :

- le trafic par abonné est augmenté uniformément de 3 % par an, y compris l'année d'automatisation, pour toutes les unités
- l'année d'automatisation, ce trafic est augmenté, en plus, d'un "saut" de 10 %

Opératrices titulaires en excédent au 31/12

Elles n'apparaissent que l'année d'automatisation. Les réductions de personnel pour l'automatisation des CG sont prises sur les opératrices auxiliaires et ne posent pas de problème.

Par contre, à l'automatisation des CL, les effectifs résiduels doivent être déplacés (sauf dans les 4 cas de ST-AMAND, ISSOUDUN, NOGENT-le-ROTRON et VENDOME, où des services spéciaux pourront les employer sur place).

Ces effectifs à déplacer sont, compte tenu du taux $\lambda = 10\%$ de départ ou de reclassement sans mutation :

Hyp.1 -	Automatisation en 74	0 (74) = 50 % effectif 1969		
" 2 -	" en 75	0 (75) = 40 %	"	"
" 3 -	" en 76	0 (76) = 30 %	"	"
" 4 -	" en 77	0 (77) = 20 %	"	"

Investissements en manuel à réaliser

A partir de la situation actuelle définie dans le tableau III.B, on calcule le nombre de positions d'opératrices nécessaires au 31/12/73, 31/12/74, 31/12/75, 31/12/76 et 31/12/77. Par différence avec les nombres d'équipements existants (positions non utilisées, locaux disponibles), on calcule les investissements à réaliser avant 74, et par année dans chaque hypothèse d'automatisation.

Il n'y a évidemment d'investissement en manuel que pendant les années précédant l'année d'automatisation.

Remarque importante : Ces investissements, calculés pour le CG et les CL sont ensuite mis entièrement à la charge du CG dans le calcul économique. En effet, il doit être automatisé avant (ou en même temps) que les CL associés, et, à ce moment, il libère tous les équipements nécessaires pour les CL. Dans le calcul économique, il faut donc relier tous les investissements en manuel à la non-automatisation du CG seul.

	BUZANCAIS - CG				BUZANCAIS - CL				LA CHATRE - CG				LA CHATRE - CL				ISSOUDUN - CG				ISSOUDUN - CL				VALENCAY - CG				VALENCAY - CL			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
	Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 0 0			
	478 3610 0 X X	506 3720 X X X	535 3830 X X X	565 3945 X X X	1388 2715 12 X X	1450 2800 X X X	1513 2885 X X X	1580 2965 X X X	661 3290 0 X X	677 3390 X X X	701 3490 X X X	722 3600 X X X	1638 2350 15 X X	1708 2420 X X X	1781 2495 X X X	1858 2570 X X X	1489 4390 0 X X	1555 4530 X X X	1625 4660 X X X	1699 4800 X X X	1512 2125 0 X X	1577 2195 X X X	1645 2260 X X X	1716 2330 X X X	313 3035 0 X X	327 3130 X X X	341 3225 X X X	356 3320 X X X	1292 2590 11 X X	1345 2665 X X X	1400 2745 X X X	1457 2830 X X X
INDRE	440 3285 X 0 0	506 3720 0 X X	535 3830 X X X	565 3945 X X X	1261 2470 X 0 0	1450 2800 10 X X	1513 2885 X X X	1580 2965 X X X	589 2995 X 0 0	677 3390 0 X X	701 3490 X X X	722 3600 X X X	1485 2135 X 0 0	1708 2420 12 X X	1781 2495 X X X	1858 2570 X X X	1353 3995 0 X 0	1555 4530 0 X X	1625 4660 X X X	1699 4800 X X X	1372 1935 X 0 0	1577 2195 0 X X	1645 2260 X X X	1716 2330 X X X	285 2765 X 0 0	327 3130 0 X X	341 3225 X X X	356 3320 X X X	1169 2355 X 0 0	1345 2665 9 X X	1400 2745 X X X	1457 2830 X X X
	440 3285 X 0 0	465 3380 X 0 0	535 3830 0 X X	565 3945 X X X	1261 2470 X 0 0	1316 2545 X 0 0	1513 2885 8 X X	1580 2965 X X X	589 2995 X 0 0	609 3080 X 0 0	701 3490 0 X X	722 3600 X X X	1485 2135 X 0 0	1549 2200 X 0 0	1781 2495 9 X X	1858 2570 X X X	1353 3995 X 0 0	1414 4120 X 0 0	1625 4660 0 X X	1699 4800 X X X	1372 1935 X 0 0	1431 1993 X 0 0	1645 2260 0 X X	1716 2330 X X X	285 2765 X 0 0	297 2845 X 0 0	341 3225 0 X X	356 3320 X X X	1169 2355 X 0 0	1217 2425 X 0 0	1400 2745 7 X X	1457 2830 X X X
	440 3285 X 0 0	465 3380 X 0 0	491 3480 X 0 0	565 3945 0 X X	1261 2470 X 0 0	1316 2545 X 0 0	1374 2620 X 0 0	1580 2965 5 X X	589 2995 X 0 0	609 3080 X 0 0	628 3175 X 0 0	722 3600 0 X X	1485 2135 X 0 0	1549 2200 X 0 0	1616 2265 X 0 0	1858 2570 6 X X	1353 3995 X 0 0	1414 4120 X 0 0	1477 4235 X 0 0	1699 4800 0 X X	1372 1935 X 0 0	1431 1993 X 0 0	1492 2050 X 0 0	1716 2330 0 X X	285 2765 X 0 0	297 2845 X 0 0	310 2930 X 0 0	356 3320 0 X X	1169 2355 X 0 0	1217 2425 X 0 0	1267 2495 X 0 0	1457 2830 5 X X

	JANVILLE - CG				JANVILLE - CL				LA LOUPE - CG				LA LOUPE - CL				NOGENT - CG				NOGENT - CL				VOVES - CG				VOVES - CL			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
	Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 0 0			
	225 2895 0 X X	238 2985 X X	252 3070 X X	267 3165 X X	387 2895 2 X X	396 2985 X X	405 3070 X X	414 3165 X X	534 4120 0 X X	562 4245 X X	592 4370 X X	623 4505 X X	485 2770 10 X X	507 2855 X X	533 2940 X X	558 3030 X X	1109 3935 0 X X	1151 4055 X X	1194 4180 X X	1240 4300 X X	1420 2755 0 X X	1514 2840 X X	1614 2825 X X	1720 3010 X X	297 6260 0 X X	316 6450 X X	336 6645 X X	357 6845 X X	1138 2365 8 X X	1171 2435 X X	1205 2510 X X	1240 2585 X X
EURE-et-LOIR	207 2635 X 0 0	238 2985 0 X X	252 3070 X X X	267 3165 X X X	344 2635 X 0 0	396 2985 2 X X	405 3070 X X X	414 3165 X X X	489 3745 X 0 0	562 4245 0 X X	592 4370 X X X	623 4505 X X X	432 2520 X 0 0	507 2855 8 X X	533 2940 X X X	558 3030 X X X	1001 3580 X 0 0	1151 4055 0 X X	1194 4180 X X X	1240 4300 X X X	1316 2505 X 0 0	1514 2840 0 X X	1614 2825 X X X	1720 3010 X X X	275 5695 X 0 0	316 6450 0 X X	336 6645 X X X	357 6845 X X X	1018 2155 X 0 0	1171 2435 7 X X	1205 2510 X X X	1240 2585 X X X
	207 2635 X 0 0	219 2710 X 0 0	252 3070 0 X X	267 3165 X X X	344 2635 X 0 0	352 2710 X 0 0	405 3070 2 X X	414 3165 X X X	489 3745 X 0 0	514 3860 X 0 0	592 4370 0 X X	623 4505 X X X	432 2520 X 0 0	463 2595 X 0 0	533 2940 6 X X	558 3030 X X X	1001 3580 X 0 0	1039 3685 X 0 0	1194 4180 0 X X	1240 4300 X X X	1316 2505 X 0 0	1403 2580 X 0 0	1614 2825 0 X X	1720 3010 X X X	275 5695 X 0 0	292 5865 X 0 0	336 6645 0 X X	357 6845 X X X	1018 2155 X 0 0	1048 2215 X 0 0	1205 2510 5 X X	1240 2585 X X X
	207 2635 X 0 0	219 2710 X 0 0	232 2790 X 0 0	267 3165 0 X X	344 2635 X 0 0	352 2710 X 0 0	360 2790 X 0 0	414 3165 1 X X	489 3745 X 0 0	514 3860 X 0 0	542 3975 X 0 0	623 4505 0 X X	432 2520 X 0 0	463 2595 X 0 0	485 2670 X 0 0	558 3030 4 X X	1001 3580 X 0 0	1039 3685 X 0 0	1081 3795 X 0 0	1240 4300 0 X X	1316 2505 X 0 0	1403 2580 X 0 0	1496 2655 X 0 0	1720 3010 0 X X	275 5695 X 0 0	292 5865 X 0 0	311 6040 X 0 0	357 6845 0 X X	1018 2155 X 0 0	1048 2215 X 0 0	1078 2280 X 0 0	1240 2585 4 X X

AMBOISE - CG				AMBOISE - CL				LAMOTTE-B. - CG				LAMOTTE-B. - CL				SAINT-AIGNAN - CG				SAINT-AIGNAN - CL				VENDOME - CG				VENDOME - CL			
1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 0 0				Avant 74 2 1				Avant 74 0 0				Avant 74 6 0				Avant 74 0 0				Avant 74 13 0			
1374	1472	1576	1688	949	1015	1086	1162	501	535	572	611	1016	1104	1198	1301	1030	1139	1259	1393	1223	1349	1487	1641	1952	2092	2243	2404	4886	5209	5553	5919
4465	4600	4740	4880	1898	1958	2016	2075	4285	4420	4550	4685	2520	2595	2675	2755	3175	3270	3370	3470	2340	2410	2485	2560	3775	3890	4010	4125	2360	2430	2505	2580
0	X	X	X	8	X	X	X	0	X	X	X	7	X	X	X	0	X	X	X	6	X	X	X	0	X	X	X	0	X	X	X
X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
1280	1472	1576	1688	883	1015	1086	1162	465	535	572	611	960	1104	1198	1301	990	1139	1259	1393	1173	1349	1487	1641	1820	2092	2243	2404	4529	5209	5553	5919
4060	4600	4740	4880	1727	1958	2016	2075	3895	4420	4550	4685	2290	2595	2675	2755	2890	3270	3370	3470	2130	2410	2485	2560	3435	3890	4010	4125	2145	2430	2505	2580
X	0	X	X	X	7	X	X	X	0	X	X	X	6	X	X	X	0	X	X	X	5	X	X	X	0	X	X	X	0	X	X
1	X	X	X	0	X	X	X	1	X	X	X	0	X	X	X	2	X	X	X	0	X	X	X	4	X	X	X	0	X	X	X
0	X	X	X	0	X	X	X	1	X	X	X	0	X	X	X	0	X	X	X	0	X	X	X	2	X	X	X	0	X	X	X
1280	1371	1576	1688	883	944	1086	1162	465	497	572	611	960	1042	1198	1301	990	1095	1259	1393	1173	1293	1487	1641	1820	1951	2243	2404	4529	4828	5553	5919
4060	4180	4740	4880	1727	1778	2016	2075	3895	4015	4550	4685	2290	2360	2675	2755	2890	2975	3370	3470	2130	2195	2485	2560	3435	3540	4010	4125	2145	2210	2505	2580
X	X	0	X	X	X	5	X	X	X	0	X	X	X	4	X	X	X	0	X	X	X	4	X	X	X	0	X	X	X	0	X
1	0	X	X	0	0	X	X	1	1	X	X	0	0	X	X	2	2	X	X	0	0	X	X	4	4	X	X	0	0	X	X
0	0	X	X	0	0	X	X	1	1	X	X	0	0	X	X	0	0	X	X	0	0	X	X	2	4	X	X	0	0	X	X
1280	1371	1468	1688	883	944	1010	1162	465	497	532	611	960	1042	1132	1301	990	1095	1211	1393	1173	1293	1427	1641	1820	1951	2091	2404	4529	4828	5147	5919
4060	4180	4305	4880	1727	1778	1832	2075	3895	4015	4130	4685	2290	2360	2430	2755	2890	2975	3065	3470	2130	2195	2255	2560	3435	3540	3640	4125	2145	2210	2275	2580
X	X	X	0	X	X	X	4	X	X	X	0	X	X	X	3	X	X	X	0	X	X	X	3	X	X	X	0	X	X	X	0
1	0	2	X	0	0	0	X	1	1	1	X	0	0	0	X	2	2	2	X	0	0	0	X	4	4	4	X	0	0	0	X
0	0	0	X	0	0	0	X	1	1	1	X	0	0	0	X	0	0	0	X	0	0	0	X	2	4	4	X	0	0	0	X

Remarques concernant l'acquisition des données

Les difficultés rencontrées pour l'acquisition des données relatives à cette étude nous conduisent à formuler quelques constatations.

Nous avons souvent eu l'impression, dans le détail, de bâtir une méthode autour des quelques données que nous avons pu obtenir, plutôt que de chercher les données que demandait une méthode prédéterminée.

Il semble difficile, dans l'état actuel de la comptabilité et des statistiques de prendre en permanence des décisions à partir d'études approfondies. Ces constatations peuvent peut-être éclairer un des aspects des divergences évidentes de méthodes qui existent entre le Service des Etudes Economiques et les Services Régionaux. Il semble qu'au niveau régional, les mécanismes d'analyse ne soient pas en place.

Pour illustrer ceci, nous prendrons les deux exemples suivants :

Les frais de fonctionnement

Les documents de comptabilité existant sont inutilisables pour une étude économique, à moins de revenir au dépouillement des documents initiaux. Cette comptabilité est purement administrative. Les chiffres sont regroupés à l'échelon départemental. De plus, il y a des interactions avec la comptabilité des Postes (Personnel, voitures)

Les trafics et les communications par abonné

Dans ce domaine, les états sont multiples. Mais ils ont été modifiés dans le temps (souvent au moment de l'automatisation) et sont différents en manuel et en automatique. Il est parfaitement impossible de suivre une évolution, en particulier au moment de la mise en service de l'automatique.

De plus, les résultats sont la plupart du temps ceux d'une ou 2 mesures isolées et n'ont pas de valeur statistique (exemple : trafic sur un centre de groupement manuel).

Evaluation des croissances du nombre des abonnés et des communications par abonné à la mise en service de l'automatique

C'est sur ce point que les données manquaient le plus. Nous n'avons trouvé aucun état, donnant sous une forme comparable, le trafic d'un même ensemble avant et après automatisation.

Le nombre des abonnés

Nous avons pris les séries de nombres d'abonnés (+ instances) dans les groupements répondant aux conditions suivantes :

- L'automatisation a été réalisée depuis un certain temps (il doit y avoir des résultats après automatisation)
- Il n'y avait pas saturation des installations de commutation et l'on continuait à raccorder des abonnés juste avant l'automatisation.

Des groupements comme MONTARGIS, CHARTRES, BOURGES répondent à ces conditions.

Ainsi, nous avons évalué le saut moyen du nombre des abonnés à 15 % environ (± 3 %).

- le nombre de communications par abonné

Les chiffres de trafic par abonné en communications avant l'automatisation, en taxes de base après, conduisent (après conversion approximative à l'aide des durées moyennes de communications) à des résultats qui nous semblent beaucoup trop élevés. Le saut de trafic par abonné serait supérieur à 20 % dans les quelques cas que nous avons étudiés. Ce chiffre nous semble faussé, sans doute par la saturation du réseau avant automatisation, qui réduisait artificiellement la demande.

Nous n'avons pas trouvé d'autres informations, et avons adopté le chiffre de 10 %, qui nous semble plus raisonnable, en fonction des estimations des diverses personnes de la DRT d'ORLEANS que nous avons pu interroger à ce sujet.

Evaluation du prix de revient (hors amortissement) du service dont le tarif est une taxe de base

Les éléments du calcul sont extraits du rapport "Prix de Revient des Télécommunications en 1968".

Nous avons déterminé un prix de revient moyen dans 4 cas : en automatique ou en manuel, l'abonné demandeur étant dans un CG ou dans un CL.

Principe de calcul

A partir de résultats sur divers groupements automatisés de la région (PITHIVIERS, DREUX, CHATEAUROUX, BOURGES, BLOIS), nous avons cherché le pourcentage moyen d'unités de taxation relatif à chaque type de communication. (Ces chiffres ne sont disponibles que pour des groupements automatisés).

Nous avons d'autre part le prix de revient moyen hors amortissement de chaque type de communication, ainsi que sa durée moyenne et son mode de taxation. Ceci permet de calculer le prix de revient de l'unité de taxation dans chaque type de communication. Il suffit ensuite de pondérer ces valeurs avec les pourcentages définis précédemment.

Ce calcul est évidemment légèrement faussé par les différences de taxation en manuel et en automatique.

Type de communication	% en unités	Prix de revient moyen à l'unité	
		en manuel pour le demandeur	en automatique pour le demandeur
PARTIR D'UN C.G.			
Com. Locale du C.G.	46,8		
Com. du CG vers un CL du groupement (automatisé ou non)	2,9		
Communication régionale (abonné demandé automatisé)	8,9		
Communication régionale (abonné demandé non automatisé)	10,0	30,6	12,8
Communication nationale (abonné demandé automatisé)	21,5	marge : - 0,6	marge : + 17,2
Communication nationale (abonné demandé non automatisé)	9,9		
Communications internationales et services spéciaux	négligeable	Ecart de marge à l'automatisation	
			17,8
	100 %		
PARTIR D'UN C.L.			
Communication locale du CL	26,1		
Communication vers le reste du groupement (CG ou CL)	5,7		
Communication régionale (abonné demandé automatisé)	10,1	32,6	14,7
Communication régionale (abonné demandé non automatisé)	12,4	marge : - 2,6	marge : + 15,3
Communication nationale (abonné demandé automatisé)	33,4		
Communication nationale (abonné demandé non automatisé)	12,3	Ecart de marge à l'automatisation	
Communications internationales et services spéciaux	-		17,9
	100 %		

Le calcul économique1 - Les formules de calcul des cash-flows actualisés

Suivant la méthode exposée dans la 2ème partie, il nous faut d'abord pour chaque "unité", calculer sur la période 74-77 la différence de cash-flow actualisé dégagé par rapport à la solution de référence (automatisation effectuée en 1977).

En reprenant les notations définies dans la 3ème partie nous avons exprimé ci-dessous, sous forme entièrement littérale, les formules de calcul de ces cash-flows.

Elles comprennent :

- les écarts dans les recettes relatives :
 - +) aux communications
 - +) aux abonnements
 - +) aux raccordements
- les écarts dans les dépenses proportionnelles de fonctionnement relatives :
 - +) aux communications
 - +) aux abonnements
 - +) aux raccordements
- les écarts dans les dépenses d'extension de réseau :
 - +) positions d'opérateurs
 - +) bâtiments
- les écarts dans les dépenses de recouvrement des opérateurs titulaires.

Nous avons réparé, dans ces formules, les termes devant être actualisés avec le taux global (recettes exprimées en Francs courants) et ceux devant être actualisés avec le taux correspondant à des coûts exprimés en Francs constants.

Remarque sur la présentation de ces formules

1°) Nous avons adopté la convention suivante : les recettes et taxes de chaque année seront calculées sur la base des valeurs de A_n , A_m , C_n , C_m au 1/1 de l'année. Dans, par exemple, A_n (74) et A_m (74) serviront pour le calcul de l'année 75.

Ceci permet de présenter les résultats de façon cohérente : en effet, les chiffres au 31/12 comprennent les accroissements de l'année en abonnés et en trafic, dus éventuellement à l'automatisation (mise en service par convention au 31/12) et ne pourraient servir aux calculs de recettes de l'année-géné.

2°) Pour les taxes de raccordement, il est nécessaire d'introduire l'année 78. En effet, une automatisation l'année n entraîne par nos conventions, un coût supplémentaire de taxes de raccordement.

A - Les formules de calcul des cash-flows actualisés

Suivant la méthode exposée dans la 2ème partie, il nous faut d'abord pour chaque "unité", calculer sur la période 74-77 la différence de cash-flow actualisé dégagé par rapport à la solution de référence (automatisation effectuée en 1977).

En reprenant les notations définies dans la 3ème partie, nous avons exprimé ci-dessous, sous forme entièrement littérale, les formules de calcul de ces cash-flows.

Elles comprennent :

- les écarts dans les recettes relatives
 - +) aux communications
 - +) aux abonnements
 - +) aux raccordements
- les écarts dans les dépenses proportionnelles de fonctionnement relatives
 - +) aux communications
 - +) aux abonnements
 - +) aux raccordements
- les écarts dans les dépenses d'extension en manuel
 - +) positions d'opératrices
 - +) bâtiments
- les écarts dans les dépenses de reclassement des opératrices titulaires.

Nous avons séparé, dans ces formules, les termes devant être actualisés avec le taux global (recettes exprimées en Francs courants) et ceux devant être actualisés avec le taux correspondant à des coûts exprimés en Francs constants.

Remarques sur la présentation de ces formules

1°) Nous avons adopté la convention suivante : les recettes et taxes de chaque année seront calculées sur la base des valeurs de Aa, Am, Ca, Cm au 1/1 de l'année. Donc, par exemple, Aa (74) et Am (74) serviront pour le calcul de l'année 75.

Ceci permet de présenter les résultats de façon cohérente : en effet, les chiffres au 31/12 comprennent les accroissements de l'année en abonnés et en trafic, dus éventuellement à l'automatisation (mise en service par convention au 31/12) et ne pourraient servir aux calculs de recettes de l'année-même.

2°) Pour les taxes de raccordement, il est nécessaire d'introduire l'année 78. En effet, une automatisation l'année n entraîne, par nos conventions, un montant supplémentaire de taxes de raccor-

dement l'année $n + 1$. Ce montant, pour la solution de référence, intervient en 78. Pour ce seul chapitre, il est nécessaire d'introduire une année supplémentaire, de façon à prendre en compte tous les cashs-flows jusqu'à un même état final dans les 4 hypothèses d'automatisation.

3°) Les coûts de déplacements d'opératrices titulaires sont pris en compte l'année d'automatisation.

Nature	signe	expression littérale	signe	expression littérale
Pour 74		$x 1$		$x 1$
• Extension en manuel dans la solution de référence			+	$Lo \times M (74) + LB \times N (74)$
• Opératrices à déplacer			-	$P \times O (74)$
Pour 75		$x 1 / (1 + i)$		$x 1 / (1 + j)$
• Recettes réelles en communications	+	$Aa (74) \times Ca (74) \times Ut$	-	$Aa (74) \times Ca (74) \times Ua$
• Recettes solution de référence	-	$Am (74) \times Cm (74) \times Ut$	+	$Am (74) \times Cm (74) \times Um$
• Recettes réelles en abonnements	+	$Aa (74) \times Go^a$	-	$Aa (74) \times G$
• Recettes solution de référence	-	$Am (74) \times Go^m$	+	$Am (74) \times G$
• Taxes de raccordement réelles	+	$[Aa (74) - \cancel{Am (73)}] Ro$	-	$[Aa (74) - \cancel{Am (73)}] R$
• Taxes solution de référence	-	$[Am (74) - \cancel{Am (73)}] Ro$	+	$[Am (74) - \cancel{Am (73)}] R$
• Extension en manuel (non réalisée)			+	$Lo \times M (75) + LB \times N (75)$
Pour 76		$x 1 / (1 + i)^2$		$x 1 / (1 + j)^2$
• Recettes réelles en communications	+	$Aa (75) \times Ca (75) \times Ut$	-	$Aa (75) \times Ca (75) \times Ua$
• Recettes solution de référence	-	$Am (75) \times Cm (75) \times Ut$	+	$Am (75) \times Cm (75) \times Um$
• Recettes réelles en abonnements	+	$Aa (75) \times Go^a$	-	$Aa (75) \times G$
• Recettes solution de référence	-	$Am (75) \times Go^m$	+	$Am (75) \times G$
• Taxes de raccordement réelles	+	$[Aa (75) - Aa (74)] Ro$	-	$[Aa (75) - Aa (74)] R$
• Taxes solution de référence	-	$[Am (75) - Am (74)] Ro$	+	$[Am (75) - Am (74)] R$
• Extension en manuel (non réalisée)			+	$Lo \times M (76) + LB \times N (76)$

Pour 77

- . Recettes réelles en communications
- . Recettes solution de référence
- . Recettes réelles en abonnements
- . Recettes solution de référence
- . Taxes de raccordement réelles
- . Taxes solution de référence
- . Opératrice à déplacer dans la solution de référence

Pour 78

- . Taxes de raccordements de la solution de référence

$$x_1 / (1 + i)^3$$

$$\begin{aligned} &+ Aa(76) \times Ca(76) \times Ut \\ &- Am(76) \times Cm(76) \times Ut \\ &+ Aa(76) \times Go^a \\ &- Am(76) \times Go^m \\ &+ [Aa(76) - Aa(75)] Ro \\ &- [Am(76) - Am(75)] Ro \end{aligned}$$

$$x_1 / (1 + i)^4$$

$$- [Aa(77) - Am(77)] Ro$$

$$x_1 / (1 + j)^3$$

$$\begin{aligned} &- Aa(76) \times Ca(76) \times Ua \\ &+ Am(76) \times Cm(76) \times Um \\ &- Aa(76) \times G \\ &+ Am(76) \times G \\ &- [Aa(76) - Aa(75)] R \\ &+ [Am(76) - Am(75)] R \\ &+ P \times O(77) \end{aligned}$$

$$x_1 / (1 + j)^4$$

$$[Aa(77) - Am(77)] R$$

Nature	signe	Expression littérale	signe	Expression littérale
Pour 74				
Pour 75				$x \ 1/1 + j$
. Extension en manuel (non réalisée)			+	Lo x M (75) + LB x N (75)
. Opératrices à déplacer			-	P x O (75)
Pour 76		$x \ 1 / (1 + i)^2$		$x \ 1 / (1 + j)^2$
. Recettes réelles en communications	+	Aa (75) x Ca (75) x Ut	-	Aa (75) x Ca (75) x Ua
. Recettes solution de référence	-	Am (75) x Cm (75) x Ut	+	Am (75) x Cm (75) x Um
. Recettes réelles en abonnements	+	Aa (75) x Go ^a	-	Aa (75) x G
. Recettes solution de référence	-	Am (75) x Go ^m	+	Am (75) x G
. Taxes de raccordement réelles	+	[Aa (75) - Am (74)] x Ro	-	[Aa (75) - Am (74)] R
. Taxes solution de référence	-	[Am (75) - Am (74)] Ro	+	[Am (75) - Am (74)] R
. Extension en manuel (non réalisée)			+	Lo x M (76) + LB x N (76)
Pour 77		$x \ 1 / (1 + i)^3$		$x \ 1 / (1 + j)^3$
. Recettes réelles en communications	+	Aa (76) x Ca (76) x Ut	-	Aa (76) x Ca (76) x Ua
. Recettes solution de référence	-	Am (76) x Cm (76) x Ut	+	Am (76) x Cm (76) x Um
. Recettes réelles en abonnements	+	Aa (76) x Go ^a	-	Aa (76) x G
. Recettes solution de référence	-	Am (76) x Go ^m	+	Am (76) x G
. Taxes de raccordement réelles	+	[Aa (76) - Aa (75)] Ro	-	[Aa (76) - Aa (75)] R
. Taxes solution de référence	-	[Am (76) - Am (75)] Ro	+	[Am (76) - Am (75)] R
. Opératrices à déplacer dans la solution de référence			+	P x O (77)
Pour 78		$x \ 1 / (1 + i)^4$		$x \ 1 / (1 + j)^4$
. Taxes de raccordement de la solution de référence		[Aa (77) - Am (77)] Ro	+	[Aa (77) - Am (77)] R

Unité		Cash flow total pour une automatisation en				(en milliers de francs) Investissements		Cash flow rapporté à l'investissement				
		1974	1975	1976	1977	A	B	1974 CF/A+B	1975 CF/A+B	1976 CF/A+B	1977 CF/A+B	
La Guerche	CG	878	587	305	0							CHER
	CL	2 384	1 585	797	0							
St Amand	CG	2 964	1 988	999	0							
	CL	3 307	2 234	1 121	0							
Sancerre	CG	894	613	317	0							CHER
	CL	1 621	1 091	551	0							
Buzançais	CG	938	630	316	0							INDRE
	CL	2 022	1 353	673	0							
La Châtre	CG	1 161	774	394	0	4 895	0	0,237	0,158	0,081	0	
	CL	2 077	1 373	685	0	5 591	233 moyenne	0,356 0,302	0,236 0,200	0,118 0,101	0	
Issoudun	CG	3 448	2 312	1 154	0	6 225	0	0,554	0,371	0,186	0	INDRE
	CL	1 744	1 156	578	0	4 697	135	0,361	0,239	0,120	0	
Valençay	CG	509	338	172	0							
	CL	1 760	1 174	588	0							
Janville	CG	356	240	122	0							EURE-et-LOIR
	CL	582	373	188	0							
La Loupe	CG	1 452	965	486	0							
	CL	1 955	1 300	652	0							
Nogent-le-R.	CG	2 319	1 551	768	0							EURE-et-LOIR
	CL	2 167	1 460	735	0							
Voves	CG	992	672	341	0							
	CL	1 394	926	463	0							
Amboise	CG	3 384	2 294	1 171	0							INDRE et LOIRE
	CL	1 004	677	352	0							
Lamotte-Beuvron	CG	1 283	887	461	0	2 044	0	0,628	0,434	0,225	0	LOIR-et-CHER
	CL	1 462	997	517	0	2 132	325	0,596	0,407	0,210	0	
St Aignan	CG	1 968	1 349	694	0	2 450	0	0,803	0,551	0,283	0	
	CL	1 669	1 154	594	0	1 854	189 moyenne	0,811 0,808	0,564 0,557	0,290 0,287	0	
Vendôme	CG	4 230	2 868	1 457	0						0	LOIR-et-CHER
	CL	6 486	4 373	2 223	0						0	

$$\sum A = \sum B$$

$$I = \sum A + B =$$

$$I/4 =$$

(les groupements de
qui seront traités autrement
sont exclus de ce total)

N.B. La moyenne pondérée des
cash-flows rapportés à l'in-
vestissement pour le CG et
les CL est calculée à chaque
fois que le CG apparaît moins
rentable que les CL associés.
Dans ce cas, par hypothèse,
le groupement est automatisé
en une seule fois et ce sont
les cash-flows moyens qui ser-
vent à son classement.

Détermination du programme d'automatisation

On utilise la méthode définie dans la 2ème partie.

Malheureusement, nous n'avons pu obtenir l'établissement de tous les programmes "Pentagone" nécessaires. Le classement approximatif des unités apparaît dans le tableau ci-dessus. Mais la détermination des programmes annuels nécessite tous les montants d'investissements.

Ce travail devra donc être complété lorsque la Direction régionale des Télécommunications d'Orléans aura pu faire passer tous les programmes "Pentagone" nécessaires.

Pour l'instant, nous sommes obligés de nous limiter aux classements approximatifs et partiels ci-dessous.

Classement approximatif et partiel des unités selon les 2 critères

Cash flow 74 / A + B

Cash flow 76 / A + B

pour les 8 unités dont nous avons les résultats, les 2 classements sont identiques.

- | | | |
|---------------------|----|------------------------|
| 1 - Saint-Aignan | } | ensemble du groupement |
| 2 - | | |
| 3 - Lamotte-Beuvron | CG | |
| 4 - Lamotte-Beuvron | CL | |
| 5 - Issoudun | CG | |
| 6 - Issoudun | CL | |
| 7 - La Châtre | } | ensemble du groupement |
| 8 - | | |

Investissements autorisés en 74 : I/4 =
Investissements réalisés en 74 : $\sum A(74)$ =
Investissements engagés pour 77 : $\sum B(74)$ =
Reste pour 1979 : I/3 - $\sum A(74)$ =
1976 : I/4 =
1977 : I/4 - $\sum B(74)$ =

1977 : I/4 - $\Sigma B(74) =$

ordre	Unité	A	ΣA	B	ΣB
1					
2					
3					
4					

Investissements autorisés en 75 : I/2 - $\sum A(74) =$ Investissements réalisés en 75 : $A(75) + \sum B(75)$

Investissements engagés : néant

Reste pour 1976 : $3I/4 - \sum A(74) - \sum A(75) - \sum B(75) =$

pour 1977 : $I/4 = \sum B(74)$.

Ordre	Unité	A	Σ A	B	Σ B
1					
2					
3					
4					

Investissements autorisés en 76 : $I/4 - \sum A(74) - \sum A(75) - \sum B(75) =$

Investissements réalisés en 77 : $\sum A(76) + \sum B(76) =$

Investissements engagés : néant

$$\text{Reste pour 1977} = I - \frac{\sum A(74) - \sum B(74)}{\sum A(76) - \sum B(76)} - \sum A(75) - \sum B(75) -$$
$$= \sum A + \sum B \text{ relatifs aux unités restantes.}$$

Ordre	Unité	A	ΣA	B	ΣB

B) Les cash-flows actualisés

Pour pouvoir discuter ensuite les sensibilités des résultats aux divers termes composants, nous donnerons, pour chaque unité, les tableaux de résultats intermédiaires qui suivent.

Il s'agit des différences entre les cash-flows partiels obtenus dans la solution étudiée et dans la solution de référence (automatisation en 77). Ces différences sont comptées positivement lorsque la solution étudiée permet de dégager un cash-flow supérieur à celui de la solution de référence.

Ecart sur les coûts d'opératrice.....	6	0	0
Ecart sur les coûts d'extension de bâtiment.....	0	0	0
Ecart sur les coûts de remplacement d'équipement.....	0	0	0
Total	6	0	0

Ecart sur les recettes de communication.....	0	0	0
Ecart sur les recettes d'abonnement.....	0	0	0
Ecart sur les recettes de renseignements.....	0	0	0
Ecart sur les coûts d'installation de matériel d'opératrice.....	0	0	0
Ecart sur les coûts d'extension de bâtiment.....	0	0	0
Ecart sur les coûts de remplacement d'équipement.....	0	0	0
Total	0	0	0

Groupement de

LA GUERCHE

Année d'automatisation 1974 | 1975 | 1976 | 1977
 en milliers de francs :

CG

Ecart sur les recettes de communications	823	550	283	0
Ecart sur les recettes d'abonnement	43	26	12	0
Ecart sur les recettes de raccordement	3	2	1	0
Ecart sur les coûts d'installation de positions d'opératrice.....	9	9	9	0
Ecart sur les coûts d'extension de bâtiments...	0	0	0	0
Ecart sur les coûts de reclassements d'opératri- ces.....	0	0	0	0
Total	878	587	305	0

CL

Ecart sur les recettes de communications	2215	1485	746	0
Ecart sur les recettes d'abonnement	175	105	51	0
Ecart sur les recettes de raccordement	22	14	7	0
Ecart sur les coûts d'installation de positions d'opératrice	0	0	0	0
Ecart sur les coûts d'extension de bâtiments ..	0	0	0	0
Ecart sur les coûts de reclassement des opératri- ces.....	-28	-19	-7	0
Total	2384	1585	797	0

SAINT-AMAND				SANCERRE				BUZANCAIS			
1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
2763	1854	934	0	825	568	294	0	883	595	299	0
141	89	43	0	57	34	13	0	49	31	15	0
13	8	4	0	3	2	1	0	6	4	2	0
47	37	18	0	9	9	9	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2964	1988	999	0	894	613	317	0	938	630	316	0
3023	2051	1032	0	1475	1000	507	0	1905	1279	641	0
275	177	86	0	162	104	50	0	137	88	41	0
9	6	3	0	12	8	4	0	16	10	5	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	-28	-21	-10	0	-36	-24	-14	0
3307	2234	1121	0	1621	1091	551	0	2022	1353	673	0

LA CHATRE

	1974	1975	1976	1977
-	1039	737	380	0
-	53	31	11	0
-	9	6	3	0
-	0	0	0	0
-	0	0	0	0
-	0	0	0	0
-	1161	774	394	0
-	1957	1300	653	0
-	155	98	46	0
-	14	9	4	0
-	0	0	0	0
-	0	0	0	0
-	-49	-34	-18	0
-	2077	1373	685	0

ISSOUDUN				VALENCAY				JANVILLE			
1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
3295	2208	1111	0	475	316	162	0	332	224	114	0
139	96	39	0	31	20	9	0	22	15	7	0
14	8	4	0	3	2	1	0	2	1	1	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
T 3448	2312	1154	0	509	338	172	0	356	240	122	
1600	1072	541	0	1658	1110	556	0	550	366	182	0
125	72	31	0	126	79	39	0	34	21	10	0
19	12	6	0	9	6	3	0	4	2	1	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	-33	-21	-10	0	-6	-5	-5	0
T 1744	1156	578	0	1760	1174	588		582	373	188	0

LA LOUPE

NOGENT

VOVES

	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
	1392	926	468	0	2202	1478	735	0	958	649	330	0
	354	35	17	0	105	66	31	0	30	20	10	0
	6	4	1	0	12	7	2	0	4	3	1	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
T	1452	965	486	0	2319	1551	768	0	992	672	341	0
	1845	1232	620	0	2000	1354	689	0	1298	868	435	0
	130	82	39	0	147	96	46	0	105	65	30	0
	13	7	3	0	20	10	3	0	14	9	3	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	-33	-21	-10	0	0	0	0	0	-23	-16	-5	0
T	1955	1300	652	0	2167	1460	735	0	1394	926	463	0

AMBOISE

LAMOTTE-BEUVRON

SAINT-AIGNAN

1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
-3 195	2 172	1 103	0	1 181	822	429	0	1 775	1 221	633	0
150	98	48	0	55	35	18	0	131	88	42	0
11	6	2	0	5	3	1	0	5	3	1	0
28	18	18	0	28	18	9	0	57	37	18	0
0	0	0	0	14	9	4	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
-3 384	2 294	1 171	0	1 283	887	461	0	1 968	1 349	694	0
924	627	321	0	1 360	933	483	0	1 531	1 062	550	0
103	66	32	0	117	76	37	0	150	100	48	0
8	7	4	0	7	4	2	0	5	3	1	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- 23	- 16	- 5	0	- 22	-16	- 5	0	- 17	- 11	- 5	0
-1 004	677	352	0	1 462	997	517	0	1 669	1 154	594	0

VENDOME

1974	1975	1976	1977
3 841	2 610	1 331	0
212	137	67	0
16	10	5	0
114	74	36	0
47	37	18	0
0	0	0	0
4 230	2 868	1 457	0
5 939	4 016	2 051	0
507	333	161	0
40	24	11	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
6 486	4 373	2 223	0

Discussion des résultats et conclusions

L'absence de certaines données ne permet pas d'interpréter les résultats de manière définitive pour porter des jugements définitifs.

Sur les 3 points suivants, des enseignements peuvent cependant être tirés.

- 1) Les caractères généraux des centres de groupement et des centres de trafic.
- 2) Les importances respectives des divers éléments constitutifs du trafic.
- 3) Les situations particulières des centres de groupement et des centres de trafic.

1) Les caractères généraux des centres de groupement et des centres de trafic

Il est évident que devant ces deux types de centres de groupement et de trafic.

- à nombre élevé d'éléments (ce qui limite l'importance des centres de groupement et de trafic local)
- à gros trafic par étage (ceci favorise les centres de groupement et de trafic local)

2) Les importances respectives des divers éléments constitutifs du trafic

Nous allons faire un tableau résumant les résultats qui peuvent nous servir ensuite à évaluer les caractéristiques des divers facteurs et à discuter le classement obtenu.

Ce tableau :

- résume le trafic en ses divers éléments
- rapporte les 2 éléments de trafic et les importances des divers éléments d'investissement
- rappelle certains facteurs d'interprétation

A) Les caractéristiques du classement obtenu

L'absence de certains résultats est évidemment très gênante pour porter des jugements généraux.

Sur les 3 points suivants, des enseignements peuvent cependant être tirés.

- 1) Les caractères généraux des unités devant être automatisées en premier
- 2) Les importances respectives des divers éléments composants du cash-flow
- 3) Les situations respectives des centres de groupement et centre locaux

1) Les caractères généraux des unités devant être automatisées en premier

Il est évident que devront se classer en tête les groupements

- à nombre élevé d'abonnés
(ce qui limite l'investissement par abonné, et augmente le trafic surtout local)
- à gros trafic par abonné
(Ceci favorise les centres urbains importants)

2) Les importances respectives des divers éléments composants du cash-flow

Nous allons faire un tableau d'analyse des résultats qui pourra nous servir ensuite à évaluer les sensibilités des divers facteurs et à discuter le classement obtenu.

Ce tableau :

- décompose le cash-flow en ses divers éléments
- rapporte les 2 éléments du calcul (le cash-flow et le volume d'investissement d'automatisation)
- rappelle certains facteurs d'interprétation

64	Unité	Analyse du cash-flow 74					Cash-flow 74 (x 1000F)	inves- tisse- ment A + B (x 1000F)	C. F./inves- tissement	Abonnés + ins- tances au 1/1/70	CF74/ Abonnés + instan- ces x 1000F	investis- sment abonnés + instan- ces x 1000F	trafic par abonné an 1969	taux d crois- sance du nombre d'abon- nés
		recettes de communica- tions	Recettes d'abonne- ment	Recettes de raccor- dement en %	Position d'opéra- trices	Bati- ments	Dépla- cements d'opé- ratri- ces							
La Guerche	CG	93,7	4,9	0,4	1,0	0	0	878		259	3,4		3174	7,0
	CL	93,0	7,3	0,9	0	0	-1,2	2384		1227	1,9		2034	4,6
St Amand	CG	93,1	4,8	0,4	1,7	0	0	2964		1048	2,8		2964	4,6
	CL	91,4	8,3	0,3	0	0	0	3307		1828	1,8		1770	6,1
Sancerre	CG	92,3	6,4	0,3	1,0	0	0	894		424	2,1		1953	6,2
	CL	88,7	11,0	0,8	0	0	-0,5	1621		1026	1,6		1464	6,7
Buzançais	CG	94,2	5,2	0,6	0	0	0	938		333	2,8		2832	5,7
	CL	94,1	6,9	0,8	0	0	-1,8	2022		1016	2,0		2130	4,4
La Châtre	CG	94,6	4,6	0,8	0	0	0	1161	4895	510	2,3	9,6	2580	3,0
	CL	94,3	7,5	0,7	0	0	-2,5	2077	5824	1203	1,7	4,8	1842	4,3
Issoudun	CG	95,6	4,0	0,4	0	0	0	3448	6225	1085	3,2	5,8	3444	4,5
	CL	91,7	7,2	1,1	0	0	0	1744	4832	1111	1,6	4,4	1668	4,3
Valençay	CG	93,3	6,1	0,6	0	0	0	509		229	2,2		2382	4,4
	CL	94,2	7,2	0,5	0	0	-1,9	1760		956	1,8		2028	4,1
Janville	CG	93,2	6,2	0,6	0	0	0	356		156	2,3		2270	5,8
	CL	94,5	5,8	0,7	0	0	-1,0	582		307	1,9		2270	2,3
La Loupe	CG	95,9	3,7	0,4	0	0	0	1452		377	4,3		3228	5,3
	CL	94,3	6,7	0,7	0	0	-1,7	1955		954	2,0		2172	4,8
Nogent	CG	95,2	4,3	0,5	0	0	0	2319		830	2,8		3084	3,8
	CL	92,2	6,8	1,0	0	0	0	2167		956	2,3		2160	6,3
Voves	CG	96,6	3,0	0,4	0	0	0	992		201	5,0		4908	6,4
	CL	93,1	7,5	1,0	0	0	-1,6	1394		882	1,6		1854	2,9
Amboise	CG	94,3	4,5	0,3	0,9	0	0	3384		908	4,2		3498	7,1
	CL	91,2	10,3	0,8	0	0	-2,3	1004		629	1,6		1488	7,0
Lamotte-B.	CG	92,0	4,3	0,4	2,2	1,1	0	1283	2044	333	3,8	6,0	3360	6,9
	CL	93,0	8,0	0,5	0	0	-1,5	1462	2457	635	2,3	3,9	1975	8,6
St Aignan	CG	90,3	6,6	0,3	2,8	0	0	1968	2450	598	3,2	4,1	2490	10,6
	CL	91,7	9,0	0,3	0	0	-1,0	1669	2043	718	2,3	2,9	1836	10,3
Vendôme	CG	90,8	5,0	0,4	2,7	1,1	0	4230		1285	3,3		2960	7,2
	CL	91,6	7,8	0,6	0	0	0	6486		3290	2,0		1850	6,6

3) Les situations respectives des centres de groupement et des centres locaux

Deux solutions sont possibles pour un groupement : une automatisation d'ensemble ou une automatisation du CG avant celle des CL. Il nous semble utile de récapituler les éléments qui, dans le calcul économique, orientent vers telle ou telle solution.

a) Eléments en faveur d'une automatisation d'ensemble

- Certains investissements relatifs aux CL doivent être faits à l'automatisation du CG (joncteurs Socotel, bâtiments). Ceci, par l'intermédiaire du volume d'investissement à réaliser, pénalise les unités CG par rapport aux unités CL.
- Dans notre calcul, nous nous sommes limités à ce facteur. On peut juger que l'automatisation d'ensemble présente d'autres avantages, par exemple dans la conduite pratique des travaux, ou dans la gestion. Dans ce cas, s'il est possible de donner une valeur économique à ces avantages, il sera facile de corriger le classement réalisé ci-dessus en augmentant systématiquement les cash-flows des CL de ce supplément fictif.

b) Eléments en faveur d'une automatisation préalable du CG

- Les problèmes des personnels - compte tenu de l'existence d'opératrices non titulaires, ils ne se posent qu'au moment de l'automatisation du CL. Or, un délai d'1 à 3 ans peut être un atout important pour les résoudre.
- Les extensions en manuel. Elles ne sont plus nécessaires dès lors que le CG est automatisé, puisque des installations manuelles sont ainsi libérées. C'est pourquoi, dans le calcul économique, nous avons mis toutes les extensions en manuel (qu'elles correspondent à des abonnés de CG ou de CL) à la charge du CG seul.
- Les caractéristiques du réseau et des abonnés. Il est évident que l'automatisation du CG a davantage d'atouts de rentabilité
 - . réseau plus concentré, diminuant investissements, entretien, frais de fonctionnement
 - . nombre plus important de communications par abonné.

Dans la pratique, le classement réalisé ci-dessus sur 8 unités a montré les situations respectives des CG et des CL dans ce calcul économique :

- . le CG et les CL associés ont des cash-flows rapportés à l'investissement assez voisins.
- . Dans 2 groupements (La Châtre et Saint Aignan), les CL sont plus rentables que les CG. Ces groupements seront automatisés en une fois. Dans les 2 autres (Issoudun et Lamotte-Beuvron), le CG pourra être automatisé avant les CL associés.

B) Sensibilité des résultats à certains paramètres

1) Les éléments déterminant les recettes

Ce sont les facteurs principaux :

nombre d'abonnés

- . initial { Le cash-flow par unité d'investissement lui est sensiblement proportionnel.
- . taux d'accroissement { Une variation de 1 % sur ce taux entraîne une variation de 6 % environ sur le cash-flow.

trafic par abonné

- . initial { Le cash-flow par unité d'investissement lui est sensiblement proportionnel
- . taux d'accroissement (même influence que celui des abonnés

* Prix de revient et tarif des communications

Le cash-flow est sensiblement proportionnel à la marge (avec la distorsion due aux 2 taux d'actualisation).

Autres recettes (raccordements, abonnements)

Leur influence est peu importante : elle est totalement négligeable pour les raccordements (de l'ordre de 0,5 % du cash-flow) - les recettes d'abonnement sont plus importantes (5 à 10 % du cash-flow), mais sont également liées au nombre des abonnés.

2) Les investissements d'automatisations

Le cash-flow par unité d'investissement leur est évidemment proportionnel.

3) Les coûts annexes

- Déplacements d'opératrices
Intervenant pour 1 à 2 % du cash-flow, ils ont une influence quasiment nulle.
- Extensions des installations en manuel
De 0 à 4 % du cash-flow.

4) Taux d'actualisation

Il est difficile d'évaluer avec exactitude leur influence. Elle semble quasiment nulle, les cash-flows se répartissant de façon très similaire dans les 4 années considérées pour tous les groupements

Tableau des sensibilités du critère de classement à certaines données

(Une variation de 1 % du paramètre entraîne une variation de α % du critère de classement)

Facteurs importants :	Am (70)	sensibilité :	1
		sensibilité :	6
	Cm (69)	sensibilité :	1
	A + B	sensibilité :	1
	Ut - Ua	sensibilité :	voisine de 1
Facteurs peu importants :	ij	sensibilité :	voisine de 0
	P		0,01 à 0,02
	Lo		0,01 à 0,03
	I _B		< 0,01
	etc...		

C) Conclusions

Le but immédiat de notre étude était de proposer un programme d'automatisation des unités restant à réaliser. Le bilan des programmes Pentagone dont nous disposons actuellement est fort maigre et le programme que nous pouvons proposer est en conséquence plus qu'embryonnaire.

D'ores et déjà le calcul économique entrepris impose plusieurs conclusions qui semblent indiscutables. Dans ce que nous avons appelé cash-flow actualisé les recettes dues aux communications apparaissent être l'élément prépondérant atteignant dans la plupart des cas la proportion de 90 %. Les problèmes d'extension de bâtiments ou les problèmes de déplacement d'opératrices titulaires ont pu paraître à beaucoup prépondérants. En l'absence de l'éclairage donné par le calcul économique ces problèmes peuvent paraître les plus graves et les plus importants parce que c'est à ceux-là que se heurte quotidiennement l'administration régionale des Télécommunications.

Nous sommes conscients que bien des hypothèses et bien des données de cette étude peuvent être contestées. Si cela est normal pour les hypothèses cela l'est beaucoup moins pour les données. Les quelques statistiques dont nous avons pu disposer étaient souvent contradictoires et inhomogènes mais celles-là avaient le mérite d'exister. Un grand effort devrait être fait pour l'établissement de statistiques variées. Une volonté durable d'unité devrait présider à leur établissement pour qu'il soit possible de les utiliser sans contestation possible pour une gestion rationnelle. Quant à la comptabilité elle est à l'heure actuelle totalement inutilisable non seulement parce que les comptes existants sont sans intérêt pour la gestion mais aussi parce qu'elle est la plupart du temps départementale alors que l'unité de gestion est le groupement ou la région.